

LA CRISE DE LA ZONE EURO

M. Sarkozy veut « répondre à la crise par l'effort »

Le président s'est contenté de deux annonces : une rencontre avec Angela Merkel et une réunion sur l'emploi

Toulon
Envoyé spécial

Ils sont 5 000 à être venus écouter Nicolas Sarkozy. Sur invitation. Ils sont venus se rassurer en écoutant le président exposer sa vision de l'Europe. Ou plutôt sa vision de la France dans l'Europe.

Sur la scène du Zénith de Toulon, où le chef de l'Etat prononce son discours, jeudi 1^{er} décembre, flotte un immense drapeau tricolore, flanqué de deux petites bannières étoilées européennes. A cinq mois de l'élection présidentielle, sur cette terre marquée par le Front national, c'est sur l'avenir de la France que M. Sarkozy a voulu rassurer les citoyens-électeurs.

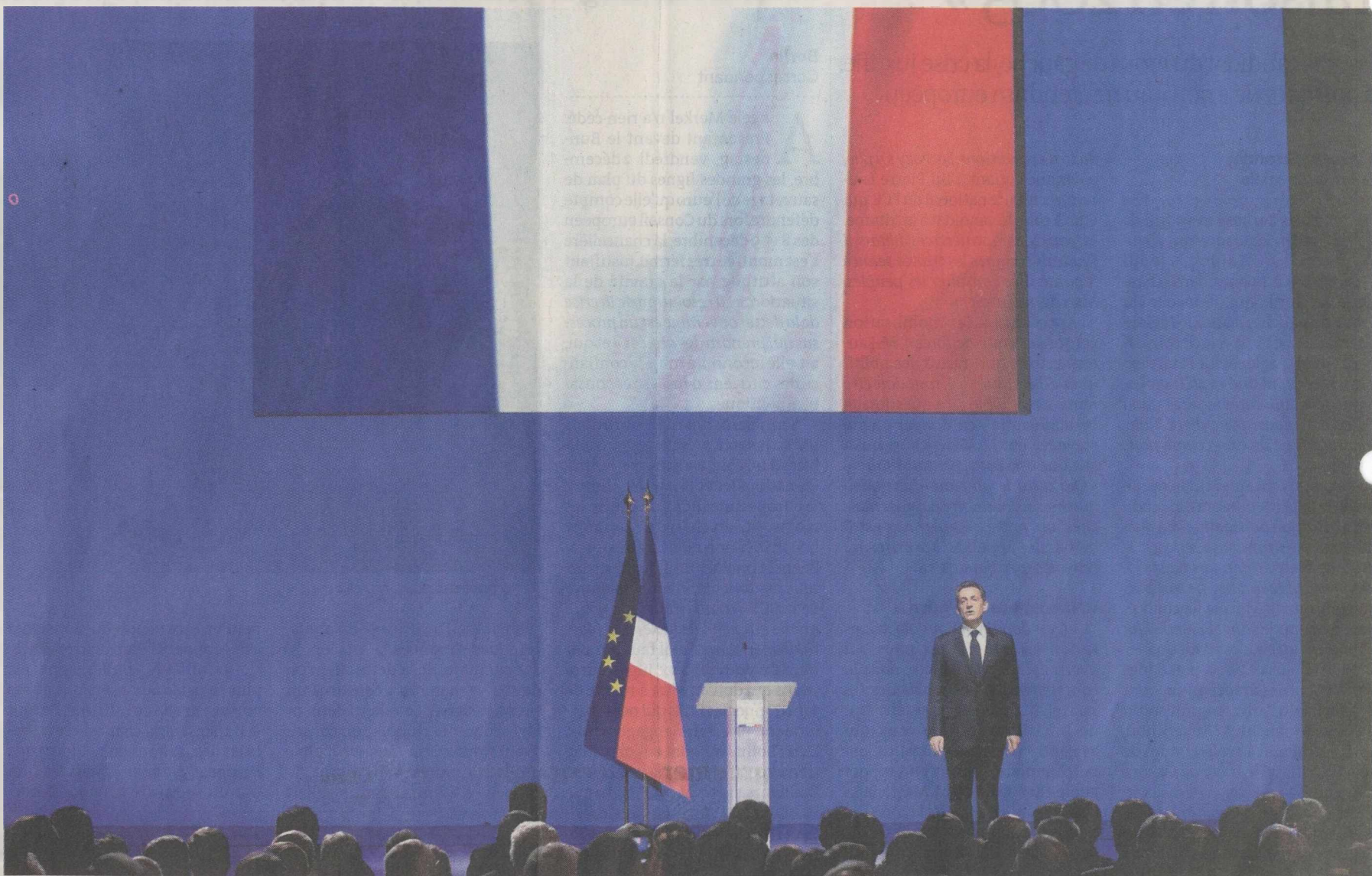
Il est à la peine. « Aujourd'hui, la peur est revenue », assène M. Sarkozy, qui assure vouloir dire « la vérité » aux Français, comme il l'avait fait en ce même lieu, en septem-

« Entre gagner moins et travailler davantage, je suis convaincu que travailler davantage est la meilleure solution »
Nicolas Sarkozy

bre 2008, dix jours après la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers. Cette fois-ci, lance-t-il, « l'Europe peut être balayée par la crise si elle ne se ressaisit pas ». Mais autant M. Sarkozy était martial en 2008, exigeant la refondation du capitalisme, autant il apparaît, ce jeudi soir, contenu, avec une voix de fausset qui rappelle le ton de son débat avec Ségolène Royal avant le second tour de l'élection présidentielle de 2007.

Le président n'a pas de plan miracle pour l'Europe : il ne peut présenter son programme de candidat, puisqu'il ne l'est pas encore officiellement ; il n'a pas de recette pour cette crise qui gangrène l'Occident depuis quatre ans. Aussi s'est-il contenté de deux annonces : une rencontre avec la chancelière allemande, Angela Merkel, lundi 5 décembre, à Paris, pour présenter ses propositions sur l'Europe, et une réunion début janvier avec les partenaires sociaux sur l'emploi.

Gesticulation électorale, accusent ses détracteurs. Selon ses proches, M. Sarkozy veut, au contraire, préparer la France du non, frappée par la crise et tentée par le FN, au monde qui l'attend. Le « travailler plus pour gagner plus » de 2007 s'est transformé en un choix d'effort. « Entre gagner moins et travailler davantage, je suis convain-



« Aujourd'hui, la peur est revenue », a assené le président de la République, jeudi 1^{er} décembre au Zénith de Toulon, devant 5 000 personnes venues sur invitation. J.-P. PELISSIER/REUTERS

cu que travailler davantage est la meilleure solution », explique-t-il. Sur les conseils de sa plume, Henri Guaino, le président a refusé d'acabler ses concitoyens. « Depuis trente ans, les Français ne consomment pas plus que ce qu'ils gagnent », dit-il, en ne parlant que de leur taux d'épargne privée, sans faire de lien avec les déficits publics.

Si, comme ses prédécesseurs, M. Sarkozy refuse « l'austérité, la rigueur, la déflation », il entend « répondre à la crise par le travail, par l'effort et par la maîtrise de nos dépenses ». « C'est un ajustement par le haut », fait-il valoir, en fustigeant, a contrario, les 35 heures et la retraite à 60 ans. Et en appelant à « la réforme du financement de notre protection sociale », devenue « urgente », sans plus de précision.

Début janvier, la réunion avec les partenaires sociaux lui permettra d'esquisser ses idées. « Le président veut mener une politique de l'offre – comme le fit le chancelier Gerhard Schröder [1998-2005] – et de désendettement, mais pas une baisse des salaires et des pensions

sur le modèle du premier ministre britannique, David Cameron », résume un de ses conseillers.

Sur l'Europe, M. Sarkozy attaque, sans le nommer, le socialiste Arnaud Montebourg, apôtre de la démondialisation : « Les sociétés fermées n'ont qu'un destin possible, le déclin. » Ajoutant immédiatement : « Nous refuserons d'effacer nos frontières. » C'est que, en un instant, sa cible a changé ; il s'agit maintenant de Marine Le Pen. « Nous n'accepterons pas une immigration incontrôlée qui ruinerait notre protection sociale », dit-il sous les applaudissements. Dumping, concurrence déloyale, pillage des technologies qui détruit les usines... les leitmotivs de la protection sont égrenés. Le chef de l'Etat conteste la libre circulation des citoyens dans une Europe « qui ne contrôle pas ses frontières ». Verdict : « Schengen doit être repensé. » Nouveaux applaudissements.

« Ce ne sont que des mots », assure un proche de M. Sarkozy. Cette rhétorique ne viserait qu'à faire passer les conséquences du sauvetage de l'euro. « Le président va

accepter, lundi, des abandons de souveraineté majeurs avec M^{me} Merkel », prédit un de ses proches.

Dans son discours, M. Sarkozy invoque le général de Gaulle, artisan de la réconciliation avec l'Allemagne, mais symbole de la souveraineté nationale. Marchant dans ses pas, il estime que « c'est par l'intergouvernemental que passera l'intégration européenne ». Mais, dans la phrase suivante, il demande « davantage de décisions prises à la majorité qualifiée ». Incohérence intellectuelle ? Non, décryptent ses conseillers : M. Sarkozy ne veut pas confier l'union budgétaire de la zone euro à la Commission européenne – comme le propose Berlin –, mais au Conseil européen.

Esquissant un début d'accord avec M^{me} Merkel, il se dit prêt à accepter des « sanctions plus rapides, plus automatiques », et à passer à la majorité pour éviter qu'un petit pays puisse bloquer, par exemple, le renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), comme la Slovaquie faillit le faire en octobre. De toute façon, il faut « opposer une solidari-

té sans faille à tous ceux qui doutent de la viabilité de l'euro ».

Le chef de l'Etat reconnaît, en creux, qu'il a eu tort d'accepter la restructuration de la dette grecque exigée par M^{me} Merkel. « Aucun Etat de la zone euro, désormais, ne sera mis en défaut », exige-t-il, lui qui n'a pas voulu ou pas pu suivre les mises en garde de Jean-Claude Trichet, alors président de la Banque centrale européenne (BCE). Un an après, faute de soutien de l'Allemagne, c'est

vers la BCE que se tourne M. Sarkozy, « convaincu que, face au risque déflationniste qui menace l'Europe, la BCE agira ».

Enfin, pour continuer de mener le débat de politique intérieure, M. Sarkozy remet à l'ordre du jour la « règle d'or » budgétaire. « La France doit l'adopter », idéalement « avant la présidentielle », sinon « immédiatement après ». Non, il ne s'agit pas d'un meeting électoral. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Les socialistes dénoncent un « discours d'amnésique »

Pour le PS, le chef de l'Etat a renié ses promesses et « n'échappera pas à son bilan »

On attendait un président qui tire les leçons de la crise, on a eu un candidat qui a essayé d'autojustifier son échec et de reporter la responsabilité sur les autres », attaque Martine Aubry, première secrétaire du PS, commentant le discours tenu par le président de la République à Toulon, jeudi 1^{er} décembre.

Alors que l'équipe du candidat socialiste vient de saisir la Commission nationale des comptes de campagne, Pierre Moscovici, son directeur de campagne, estime « choquant que la République finance un meeting géant, avec 5 000 militants UMP le doigt sur la couture du pantalon, sous un pupitre "République française" ». Pour le député du Doubs, « cette confusion est problématique et même insupportable » : « Il est gênant de voir le président harceler la gauche ; soit il est dans

la défense de l'intérêt général, soit dans la mesquinerie politique, mais il faut sortir de l'ambiguïté. »

Au chapitre des « fautes » de la gauche égrenées par le président, Manuel Valls, responsable de la communication du candidat PS, évacue : « Ce sont des non-sujets. Dans ce discours du type "moi ou le chaos", il n'y avait aucune solution. La convocation d'un sommet social en janvier sonne comme une provocation. Et sur le sujet essentiel de l'Europe, le président cherche à masquer une absence d'idée précise, que ce soit sur la BCE, sur les investissements ou sur les eurobonds. »

Quant à la relation franco-allemande, le président « a justifié l'abandon d'un pan fondamental de la souveraineté de la France » et « cède aux injonctions de Berlin », estiment Bruno Le Roux et Benoît Hamon, respectivement porte-

parole du candidat et du PS. « La perspective d'un nouveau traité est une erreur fondamentale, à côté de la plaque, puisque le délai de ratification est de deux ans », juge M. Moscovici, ex-ministre des affaires européennes.

« Mensonges »

« C'était un discours d'amnésique : on dirait qu'il a été élu il y a trois semaines et qu'il fait son premier discours de président », ironise Michel Sapin, proche du candidat. Fidèles à la ligne selon laquelle le chef de l'Etat « n'échappera pas à son bilan », les socialistes, qui avaient préparé le terrain en rappelant les engagements pris lors du discours de Toulon I, en 2008, déroulent l'argument. « C'était une erreur de revenir à Toulon, on ne revient pas sur les lieux du crime », dit M. Moscovici. Cela souligne

l'ampleur des mensonges du précédent discours. Celui-ci était un discours d'abandon, d'affaiblissement et d'aveu du reniement des promesses de 2008. » Car, pour M. Valls, « Nicolas Sarkozy n'a pas parlé de la réalité que vivent les Français, du chômage et de la précarité ».

M. Hollande n'a pas prévu, pour l'heure, de donner la réplique au chef de l'Etat. Après avoir exposé sa vision de l'Europe, le 30 novembre, à Bruxelles, il en poursuivra l'explication, lundi 5 décembre, à Berlin, au congrès du Parti social-démocrate allemand (SPD). Deux jours après, il ira en Saône-et-Loire pour une visite consacrée aux questions industrielles, « dans une relation directe avec les Français », indique M. Valls, ce qui n'est pas le cas de Nicolas Sarkozy. ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES

CHÂTEAU FOMBRAUGE
Saint Emilion Grand Cru

Fombrauge
propriétaire du
STRADIVARIUS (1713),
confié au prodige
Matthieu ARAMA

Le mythe et l'excellence
Bernard Magrez

www.chateau-fombrauge.com L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

LA CRISE DE LA ZONE EURO

M. Mélenchon :
« Nous avons donc
raison en 2005 »

Pour le candidat du Front de gauche, la crise justifie a posteriori le « non » au référendum européen

Talence (Gironde)
Envoyée spéciale

Nicolas Sarkozy avait fini de parler depuis quelques heures, à Toulon, jeudi 1^{er} décembre. A Talence, dans la banlieue de Bordeaux, le leader du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a fustigé le « spectacle consternant » offert par le chef de l'Etat s'exprimant devant une « salle incroyable de réactionnaires récoltés sur la Côte d'Azur pour applaudir bestialement la ruine de tout ce que nous avons ».

Contre les critiques sur la retraite à 60 ans et les 35 heures, le candidat à l'élection présidentielle a plaidé pour « le droit de se reposer, le droit de vivre et non pas de survivre ». « Nicolas Sarkozy ne sait plus quoi faire et attend que [la chancelière allemande] Angela Merkel lui donne une idée », s'est-il moqué.

Devant plus de 2 000 personnes brandissant des drapeaux du Front de gauche, du Parti communiste ou du Parti de gauche, M. Mélenchon, partisan du non au référendum de 2005, a critiqué le traité de Lisbonne, dont M. Sarkozy, « s'est vanté d'être l'auteur ». « Deux ans après [son entrée en vigueur], le voici qui fustige, par une sorte de copié-collé de nos documents de 2005, l'Europe du libre-échange, l'Europe de la concurrence libre et non faussée, l'Europe du dumping social et fiscal, alors que c'est lui qui a organisé tout ça ». « C'est son bilan dont il a fait la critique ! », a-t-il lancé sous les applaudissements.

La proposition d'un nouveau traité européen ne trouve non plus grâce à ses yeux, alors que « l'ancien est caduc, ne sert à rien et ne nous a amené que des désastres ». « Merkel

dicte ses conditions. Sarkozy s'y plie, a dénoncé quant à lui Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui était à côté du candidat à la tribune. Et, pour se conformer à ces diktats, il faudrait changer les traités séance tenante sans consulter les peuples. Mais de quel droit ? »

Appelant à la mobilisation contre « ce coup de force », M. Laurent estime que, face à des politiques « illégitimes (...), tout doit être remis sur la table ». La question de la démocratie « en danger » a été soulevée par M. Mélenchon, qui a critiqué une Europe « autoritaire ». « Qui aura le pouvoir, dans quelques mois, dans notre pays, les marchés ou notre peuple ? », s'est-il demandé, appelant à « briser les reins des spéculateurs ».

« Notre heure viendra »

« C'est donc bien nous qui avions raison en 2005 ! C'est nous qui avons été les plus sérieux dans la compréhension des problèmes », a martelé M. Mélenchon, se félicitant de la clairvoyance de ceux qui avaient refusé le traité constitutionnel. Au modèle européen proposé par le chef de l'Etat, M. Mélenchon oppose une « Europe de la coopération ». « La porte de sortie, c'est celle qui oppose à la concurrence libre et non faussée la coopération entre les peuples, l'harmonisation sociale et fiscale par le haut », a-t-il dit.

Appelant à taxer les revenus du capital comme ceux du travail, l'eurodéputé a plaidé pour une politique de relance : « Notre heure viendra. Nous savons faire et nous avons fait la preuve que nous étions capables de proposer une transition réaliste. » La gauche radicale revendique son passé. ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

Pour M. Bayrou, l'Europe ne peut pas se faire qu'à deux

M. Sarkozy « se trompe » en privilégiant l'axe franco-allemand, selon le président du MoDem

En campagne à Bergerac (Dordogne), François Bayrou n'a pas écouté en direct le discours de Nicolas Sarkozy, jeudi 1^{er} décembre. Mais il en a scrupuleusement repris le texte, pour l'ausculter en détail. « Tout ça est très loin, dans la forme et dans le fond, de l'annonce du discours fondateur du tout et du tout, de la France et de l'Europe, que l'on avait annoncé au peuple comme étant un des sommets de la pensée et de la science politique », affirme-t-il au Monde.

Sur la forme, M. Bayrou reproche au président de la République de ne pas avoir été « rassembleur », comme l'exige, selon lui, la crise. « C'était un discours de polémique dissimulée avec les uns et les autres », juge-t-il, en ligne avec le Parti socialiste qui dénonce un discours de campagne.

Sur le fond, le président du MoDem conteste la vision économique de M. Sarkozy : « Il fait une analyse à partir d'une théorie économique fumeuse selon laquelle la globalisation financière aurait été inventée pour compenser les ravages de la mondialisation. C'est, du point de vue de la pensée, ni fait ni à faire. »

Surtout, M. Bayrou dénonce la vision de l'Europe qu'il lit dans le propos du président de la République. « Nicolas Sarkozy dit deux choses extrêmement lourdes pour l'avenir. Il affirme que désormais l'intergouvernemental, et même

l'intergouvernemental à deux [France et Allemagne], va être le principe d'intégration de l'Europe. Cela ne marchera pas. On ne fait pas l'Europe à vingt-sept ou à dix-sept selon ce principe d'exclusion. Il dit aussi que nous ne ferons plus ce que nous avons fait pour la Grèce. Mais alors, pourquoi l'avons nous fait ? », demande M. Bayrou.

M. Bayrou s'était déjà livré, mercredi 30 novembre, à une vive critique de la politique menée par M. Sarkozy sur la scène européenne. Il avait alors fustigé le « condominium » franco-allemand, en estimant que M. Sarkozy « se trompe de stratégie ».

Le député béarnais, en ce mois de décembre, est entré en campagne. Mercredi, il a tracé son propre programme de candidat, en cinq points, pour répondre à la crise européenne : « Sécuriser la dette des Etats de la zone euro » grâce à « l'engagement de la Banque centrale européenne » ; « garantir le refinancement de la dette des Etats en difficultés à des taux raisonnables » ; « négocier en échange avec ces Etats les décisions nécessaires pour leur redressement » ; modifier les institutions européennes, avec notamment « l'élection d'un président, un jour, au suffrage universel » ; et retrouver « les principes de la méthode communautaire » où « les minorités sont respectées ». C'est sur ce dernier point qu'il choisit d'appuyer. ■

PIERRE JAXEL-TRUER

Contrôle budgétaire plus strict, rôle de la BCE inchangé, M^{me} Merkel ne bouge pas

Devant le Bundestag, le 2 décembre, la chancelière allemande a préconisé une réforme des traités

Berlin
Correspondant

Angela Merkel n'a rien cédé. Présentant devant le Bundestag, vendredi 2 décembre, les grandes lignes du plan de sauvetage de l'euro qu'elle compte défendre lors du Conseil européen des 8 et 9 décembre, la chancelière s'est montrée très ferme, justifiant son attitude par la gravité de la situation. « La résolution de la crise de la dette souveraine est un processus qui prendra des années » et qui, a-t-elle reconnu, a miné la confiance des citoyens dans les responsabilités politiques.

Seuls deux types d'institutions ont su jusqu'à présent rester crédibles : d'un côté, les banques centrales nationales et la Banque centrale européenne (BCE), de l'autre les magistrats en charge de protéger la Constitution et les traités européens. Conclusion : il ne faut surtout pas toucher à l'indépendance de la BCE « dont le rôle n'est pas le même que celui de la Réserve fédérale américaine » et il faut donner plus de pouvoir aux juges européens qui doivent être à même de sanctionner les Etats qui ne respecteraient pas leurs engagements. Deux points qui sont en contradiction avec ce que souhaite l'Elysée. D'ailleurs si M^{me} Merkel a évoqué l'« important discours » du président Nicolas Sarkozy, la chancelière n'a pas tellement insisté sur la coordination entre Berlin et Paris.

« Union budgétaire »

Accusée, notamment en France, de réagir tardivement, la chancelière s'est défendue : « Au marathon, celui qui réussit n'est pas forcément celui qui part le plus vite. » M^{me} Merkel ne considère donc pas que l'urgence de la situation impose des solutions plus rapides que celles qu'elle préconise : une modification des Traités pour renforcer le pouvoir de contrôle et de sanction de la Commission et des juges sur les budgets nationaux. Cela est absolument nécessaire pour mettre en place une « union budgétaire avec des règles strictes, au moins pour la zone euro ». En revanche, la chancelière a de nouveau rejeté tout projet d'euro-obligations, qui, selon elle, ne peuvent être qu'un aboutissement et non un préalable aux réformes.

A soixante-douze heures d'une rencontre lundi 5 décembre avec M. Sarkozy, M^{me} Merkel a réaffirmé ses positions. Néanmoins, la chancelière qui, jusqu'à présent, affirmait que l'Allemagne « se porte mieux maintenant qu'avant la crise » n'a, cette fois, pas caché son



Le 30 novembre. MICHAEL SOHN/AP PHOTO

inquiétude. La difficulté du ministère des finances à placer, le 23 novembre, de la dette allemande sur les marchés a constitué un premier signal. Le ralentissement de l'économie chinoise en constitue un deuxième. Les difficultés de la Commerzbank dont le conseil d'administration allait

Les effets pervers du « modèle allemand »

FERDINAND FICHTNER, économiste à l'institut de recherche DIW à Berlin, est allemand. Né à Stuttgart, il ne craint pourtant pas la hausse des prix que maudissent ses compatriotes, hantés par l'hyperinflation des années 1920.

« Dr Fichtner » considère aussi que son pays n'a pas à se glorifier de la quête de la productivité qu'il a menée ces dix dernières années. « Cela a contribué aux maux de la zone euro », ose-t-il. Le raisonnement de ce keynésien est singulier dans un pays où l'on ne cesse de blâmer le laisser-aller des Grecs et d'encenser le modèle allemand. Mais M. Fichtner a de solides arguments.

Selon lui, les réformes du gouvernement Schröder pour restaurer la compétitivité ont, in fine, déséquilibré l'économie. A force de compressions salariales consenties, le pays a, certes, développé ses exportations. Mais avec d'autres effets pervers. « Entre 2001 et 2006, l'inflation a été plus élevée que les hausses salariales. Résultat, le pouvoir d'achat des ménages a baissé et la part de

la consommation s'est contractée dans le produit intérieur brut (PIB) », souligne-t-il. Les exportations du pays ont ainsi bondi bien plus vite que les importations rendant l'économie très – trop – dépendante de l'extérieur.

Or, ce que l'Allemagne a vendu, d'autres l'ont acheté. Qui ? 60 % des exportations d'outre-Rhin sont à destination de l'Union européenne, 40 % de la zone euro. Les Portugais ou les Grecs ont donc importé des produits allemands... bien souvent en s'endettant.

Crédit facile

Surtout, explique M. Fichtner, la contraction des salaires allemands a conduit la Banque centrale européenne (BCE) à adopter une politique monétaire inappropriée pour certains pays. Explication : l'absence d'inflation en Allemagne, poids lourd de la zone euro, a biaisé le jugement de la BCE, qui a opté pour une politique monétaire adaptée à la première économie européenne mais trop expansionniste pour Lisbonne, Madrid, Dublin ou Athènes. L'ar-

gent a inondé ces pays nourissant des bulles (immobilier...), alimentées par un crédit facile. Tandis que la hausse des prix a entraîné celle des salaires, réduisant leur compétitivité.

Cela ne veut pas dire que Grecs, Espagnols, Portugais ou Irlandais n'ont pas de responsabilité dans la crise mais cela explique en partie les distorsions entre le sud et le nord de l'Europe, voire entre l'Allemagne et les autres.

Plus préoccupant, le profil de l'économie d'outre-Rhin nourrirait, aujourd'hui, l'hostilité de son peuple – qui n'a tiré aucun profit personnel de l'euro – à défendre la survie de l'Union monétaire, se désole Ulrike Guérout du cercle de réflexion European Council on Foreign Relations. Avec une économie allemande à l'aise dans la mondialisation plane l'idée que le pays peut laisser tomber les maillons faibles de l'euro, dit-elle. Oubliant que les banques allemandes notamment régionales, ne survivraient sans doute pas à une déconfiture de l'Europe du Sud. ■

CLAIRE GATINOIS

La BCE veut bien faire plus pour l'euro mais à ses conditions

Mario Draghi engage les Etats européens à s'engager fermement vers plus d'intégration

Bruxelles
Bureau européen

Moins d'une semaine du Conseil européen des 8 et 9 décembre, Mario Draghi a donné un signe d'ouverture : le président de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé entendre, jeudi 1^{er} décembre, à Bruxelles, qu'il pourrait intervenir davantage pour apaiser la crise des dettes si les Etats se mettaient d'accord sur un nouveau « pacte budgétaire ».

Tandis que la zone euro s'enfonce, M. Draghi demande à ses dirigeants de s'engager fermement à tenir leurs promesses d'une plus grande intégration budgétaire. « C'est un donnant-donnant officiels qui fixe les contours du plan de sauvetage en préparation : davantage d'union budgétaire, contre une implication renforcée de la BCE », indique-t-on à Bruxelles.

Le « pacte » que M. Draghi appelle de ses vœux signalerait, selon ses mots, « l'intention des gouvernements de la zone euro d'aller vers une intégration économique plus complète ».

« Limitées »

« D'autres éléments pourraient alors suivre », a dit le président de la BCE devant les eurodéputés, tandis que la plupart des gouvernements de l'Union monétaire l'implore, contre l'avis de l'Allemagne, d'accroître son rôle dans la gestion de la crise, en amplifiant ses rachats de dettes souveraines. La BCE « a un rôle décisif à jouer », a insisté un peu plus tard Nicolas Sarkozy, depuis Toulon, « personne ne doute qu'elle assumera sa responsabilité ».

Pour M. Draghi, les interventions de la BCE, amorcées en mai 2010 doivent engager « limi-

tées » – elles ne doivent être « ni éternelles, ni infinies ». Ce qui, selon son entourage, suggère que la BCE conserve des marges de manœuvre pour intervenir. « Il y a un traité. On ne doit pas demander à la BCE de faire des choses hors du traité », a lancé le successeur de Jean-Claude Trichet.

Le programme de rachat de dettes est justifié par le seul souci de transmission de la politique monétaire, en soutenant les banques, et non par celui de sauver les Etats – une voie proscrite par le traité. M. Draghi, au passage, s'est dit « conscient » des difficultés occasionnées aux banques par les tensions sur les obligations souveraines.

Le « pacte budgétaire » qu'il encourage doit, enfin, accompagner le « pacte monétaire » prévalant depuis la création de la zone euro : une banque centrale indé-

pendante, dont l'objectif est de maintenir la stabilité des prix.

Afin de faire passer son message, le président de la BCE a multiplié les contacts ces derniers jours. En marge d'une réunion des ministres des finances, mercredi à Bruxelles, il s'est entretenu avec Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen en charge de la préparation du sommet des 8 et 9 décembre. Ce dernier a terminé ses consultations avec les représentants des chefs d'Etat et de gouvernement.

La révision des traités exigée par la chancelière allemande, Angela Merkel, avec M. Sarkozy gagne des soutiens, en vue d'inscrire dans le marbre la discipline budgétaire. Un signal qui pourrait satisfaire M. Draghi, même si celui-ci demande surtout, quelle que soit l'option choisie, d'agir « au plus vite ». ■

PHILIPPE RICARD